



Déclaration préalable au CTPD du 20/04/2009

Monsieur le Président

Les représentants des personnels du SNADGI-CGT 43 fidèles et loyaux envers tous leurs mandants, dont vous faites partie, ne participeront pas à cette **première convocation du CTPD** qui doit traiter du budget de notre département et de la campagne d'Impôt sur le revenu de **2009**.

Cette instance, dite paritaire, souffre trop souvent, pour ne pas dire presque toujours, d'une règle qui est pour le moins négative pour les personnels. Vous l'avez compris. Monsieur le Président/Directeur cette instance, a priori étale entre représentants des personnels et représentants de l'administration, ne donne qu'un avis. La plupart du temps les votes se partagent entre ces deux parités. C'est alors que le Président tourne sa casquette, au figuré bien sûr, et redevient Directeur. Rien de grave, car si la parité administrative a voté dans la bonne direction, forcément le simple directeur redevenu, toujours cohérent, ne condamne pas le Président.

Alors oui, Monsieur le Président, vous n'avez pas voix prépondérante, mais cela y ressemble fort. Lors du dernier **CTPD**, qui traitait du budget de la DSF 43, nous avons dénoncé fermement la gestion asymétrique, fille de la **LOLF**, qui vous a permis de basculer plus de **15 000 €** de l'enveloppe « **frais de personnels** » à l'enveloppe « frais de fonctionnement ». A signaler que l'inverse n'est pas possible, d'où l'asymétrie. Depuis **toujours les représentants des personnels du SNADGI CGT 43 exigent** que tout euro destiné aux frais de personnels soit utilisé à cette fin. Même si nous sommes pour la défense de tous les emplois statutaires, nous revendiquons que cet argent aille en direction des personnels, même s'il s'agit de contractuels.

Les représentants des personnels du SNADGI CGT 43 tiennent à attirer l'attention du Président sur la lassitude des personnels face à leurs obligations professionnelles toujours plus lourdes et exigeantes, alors que l'on supprime les emplois à la pelle.

Les secteurs d'assiette ont très mal vécu la campagne d'**Impôts sur le revenu de 2008**. En effet sur le site du **Puy en Velay**, par exemple, vous aviez décidé de faire le rapprochement **CDI/CDIF** peu de temps auparavant. Couplé à des suppressions de postes réels cela a généré un mal être que nous vous avons signalé, sans que cela ait changé quoi que ce soit. Ne parlons pas de la résidence d'Yssingeaux où là, il y a totale incompréhension. En effet suite à un arrêt prolongé d'une maman qui devait garder son enfant atteint d'une très grave maladie, suite à une longue absence d'un agent qui s'était blessé gravement lors d'une épreuve sportive, la saisie des 2042 que vous aviez, autoritairement fixée à 95% pour le 14 juillet n'a pu être tenue. Elle fut retardée au 25 juillet...

Faut-il rappeler qu'à la même époque des mouvements d'humeur ont provoqué 5 jours de grève pour certains et un travail uniquement sur les plages fixes pendant 7 jours. Forcément cela a une influence sur la saisie. Une rumeur selon laquelle notre directeur était fort mécontent était insistante. D'ailleurs lorsque nous vous l'avons signalé, vous avez très clairement affirmé que les agents n'avaient qu'à faire plus d'heures, après les conflits, pour rattraper le temps perdu !!! Cela a très mal été ressenti sur le terrain. Comme les représentants du **SNADGI 43** vous l'ont dit, vous auriez plutôt du les féliciter.

Ces éléments de contextes locaux couplés au **passage en force de la mise en place de la DGFIP** et de ses nouveaux services que sont les **SIP** et les **GFU**, agrémentés de réunions récentes pour convaincre les agents du bienfait de cette casse programmée de leurs outils de travail, **nous obligent à boycotter cette première convocation** pour marquer le refus d'une immense majorité d'agents qui n'acceptent pas ces évolutions. Et ne parlons pas pouvoir d'achat, le sujet fâche.

Dernièrement, Monsieur le Président /directeur, l'ordre vous avez été donné par Monsieur Parini notre DG, d'aller porter la bonne parole sur la **fusion DGI/DGCP** qui fait partie intégrante de la **RGPP** et sur le **projet de loi sur la mobilité dans la Fonction Publique**.

Avec votre alter ego du **Trésor**, Monsieur le TPG, vous avait convié tous les agents du département à ces grand messes. Depuis l'automne dernier **les représentants des personnels du SNADGI CGT 43** revendiquent avec fermeté sur tous les sites ces réunions « fusionnées » avec nos camarades du Trésor.

A votre grand étonnement **les représentants des personnels du SNADGI CGT 43 ont proposé aux agents de la future DDFIP 43 un boycott actif**. Pourquoi cette option ?

Cela ne vous a pas échappé, Monsieur le Président /directeur, les responsables du **SNADGI 43** agissent toujours dans l'intérêt de leurs mandants et plus largement encore. La défense d'un service public de qualité et de proximité est aussi un axe majeur, et ce au-delà d'une simple posture de circonstance. De ce fait **NOUS** avons très tôt, demandé qu'il soit précisé que ces réunions n'étaient pas obligatoires. Chose logiquement acceptée par vous-même et Monsieur le TPG. Dans le même temps **NOUS** avons stigmatisé la véritable campagne de propagande de la fusion **DGI/DGCP** que nous avons toujours dénoncée, **NOUS** vous le rappelons.

Notre **DG** s'est d'abord fendu d'une **lettre à tous les agents**. A bien des égards cette missive est pour le moins ambiguë lorsqu'elle aborde **notre communauté de travail**, est ce volontaire ou non ? nous ne le savons pas. Elle invite aussi très clairement les agents de terrain à participer à des **ateliers de travail sur notre devenir**, pour donner l'impression qu'il y a dialogue, voire concertation, alors que tout est ficelé et vous le savez bien, puisque vous-même êtes pieds et poings liés !!! Cette lettre trône sur tous les sites de la **DGFIP**. Dans le même temps **140 000 exemplaires d'une luxueuse brochure sont envoyés aux agents**. Ils doivent être le support de ces réunions. Au passage, lorsque lors du dernier **CTPD**, **NOUS** avons dénoncé toute cette gabegie, **VOUS** n'avez pas hésité à dire que cela n'avait rien coûté au contraire cela a donné du travail aux imprimeries. **Hallucinant**, vous ne trouvez pas ? Jusqu'où peut on aller ?

Lors des dernières HMI les agents ont **décidé unanimement ce boycott actif**. Résultat, Monsieur le Président /directeur, sur tous les sites de la **DSF 43**, l'immense majorité de vos agents sont partis après que les responsables des OS aient lu une déclaration commune. Au passage ils ont laissé leur brochure. **NOUS** vous demandons d'ailleurs de les renvoyer rapidement à notre DG.

Seuls nos collègues du Trésor sont restés, car manifestement ils n'avaient pas les informations quant aux tenants et aux aboutissants de ces réunions de propagande.

A noter tout de même sur le site le plus important du département, l'**HDI du Puy en Velay** que là, **TOUS les agents DSF/TG sont partis**. A cette occasion vous avez pu mesurer avec Monsieur le TPG la réalité de la situation. **L'entreprise de propagande sur les fusions est dénoncée massivement**.

Les représentants des personnels du SNADGI CGT 43 tiennent à préciser fermement qu'ils n'ont pas de moyens de pression pour exiger des agents telle ou telle chose. Leur seule arme est l'explication pour **obtenir l'adhésion du plus grand nombre**. Cela doit vous faire bouillir de jalousie, car la hiérarchie en générale et vous particulièrement, **VOUS** utilisez, trop souvent, votre position dominante pour sensibiliser tous vos sujets. Cela peut et va très souvent trop loin. **Cela explique aussi le grand mal être qui règne dans les services** et même au sein de la hiérarchie.

Un exemple concret du **mensonge perpétuel** auquel nous devons faire face. On nous présente la **RGPP** comme une chance au travers du **projet de loi sur la mobilité** dans la Fonction Publique. Nos camarades de la **Direction de la concurrence, de la consommation et de répression des fraudes (DGCCRF)** viennent de subir un démantèlement en règle de leur administration. **Alors que tous les Ministres leur avaient assuré qu'ils ne risquaient rien**, une circulaire du 31 décembre 2008, signée FILLON le premier d'entre eux, leur apprend le morcellement de leurs missions entre direction régionale et direction départementale, la scission de leur hiérarchie nationalement et départementalement, la casse de toutes les structures supra départementales et de

tous les modes assouplis de fonctionnement mis en place depuis 2005 au prix de gros efforts d'adaptation de leur part.

C'est cela le vrai objectif de la RGPP donc de la **fusion DGI/DGCP**. Regroupement d'un maximum de services, même s'ils n'ont rien de commun, voire externalisation des missions pour supprimer un maximum d'emplois.

Actuellement nous vivons une **casse programmée de la fonction publique**, alors que dans le même temps il s'avère que le modèle ultra libéral a mené tous les pays au bord du gouffre. Beaucoup aujourd'hui modèrent leur propos contre une régulation étatique. Certains n'hésitent pas à revendiquer un contrôle direct des Etats et ce n'est pas le premier citoyen français qui dira le contraire. En moins de temps qu'il ne le faut pour le dire il critique ce qu'il défendait jusqu'alors.

C'est pourquoi, Monsieur le Président/directeur, nous dénonçons fermement toutes ces orientations politiques qui visent à démanteler la présence d'un service public de qualité partout sur notre territoire et en direction de tous les Français.

Soyez enfin, vous aussi, pragmatique rendez vous compte que vous n'êtes que le bras armé d'une politique qui a pour but de casser notre outil de travail et de supprimer un maximum d'emplois.